



Observatoire Europe-Afrique 2030

Étude de cas n°13 bis

L'urgence Africaine selon Nubukpo Kako : Enseignements pour une stratégie d'industrialisation en Afrique subsaharienne

03/02/2020

Dans un livre récent¹ intitulé « L'urgence Africaine - Changeons Le Modèle De Croissance ! », Nubukpo Kako aborde plusieurs thèmes dont les enjeux sont étroitement liés aux perspectives de développement futur d'un secteur manufacturier compétitif et durable en Afrique subsaharienne :

Dans les villes, il est frappant de constater la coexistence, dans le même espace, de temporalités radicalement différentes (véhicules 4 x 4 → charrettes). Cette forte temporalité freine le développement car en l'absence d'un minimum de convergences des représentations, de langage commun, de règles du jeu connues et acceptées par tous, il est impossible de concevoir un projet de société endogène².

L'Afrique noire précoloniale disposait d'un système de régulation socio-économique endogène viable sans être autarcique, basé sur trois piliers : la réciprocité (don et contre-don), la redistribution (regroupement et redistribution des biens) et l'échange (cérémoniel symbolique ou marchand). Ces piliers (...) continuent de structurer les rapports sociaux, et sans une étude fine de leur imbrication, des mécanismes comme la corruption généralisée, la prééminence de la consommation ostentatoire, le développement rapide du secteur informel en Afrique risquent d'avoir des explications erronées et fallacieuses³.

¹ « L'urgence Africaine - Changeons Le Modèle De Croissance ! » - Nubukpo Kako – Ed. Odile Jacob – Sept 2019.

² Page 34 du livre cité ci-avant.

³ Page 40

Depuis le plan d'action de Lagos (1980) l'intégration régionale serait la panacée et représenterait la solution pour sortir des trappes de pauvreté. Cela serait vrai si une véritable protection des marchés africains était mise en place et si cela permettait d'augmenter la circulation de marchandises « made in Africa » au bénéfice des peuples. Or le problème c'est que l'intégration régionale est en inadéquation avec les réalités économiques locales. Dans le cas de l'UMOA, l'agenda de transformation du coton en textiles de 2003 visait à faire passer le taux de transformation de la fibre coton en dix ans de 3 à 25%. Mais la mauvaise gouvernance des usines textiles et l'ouverture brutale du marché ouest-africain aux friperies occidentales et au textile chinois font que le taux est toujours de 3% en 2019⁴.

Pour enclencher un processus de croissance durable, inclusive et résiliente, l'Afrique doit enclencher un processus de transformation structurelle reposant sur son potentiel agricole non exploité. Le point de passage incontournable réside dans les gains de productivité du secteur agricole et dans la transition primaire → secondaire grâce aux industries mécaniques (outillage, biens d'équipement agricoles), aux emplois ruraux non agricoles et à la disponibilité d'infrastructures de stockage et de transport⁵.

La stratégie de transformation structurelle s'appuyant sur l'accroissement de la productivité dans les services est nécessaire mais certainement pas suffisante car la pérennité et la stabilité de la croissance dépendront de ce que les pays africains produiront, transformeront et éventuellement exporteront sur les marchés internationaux, ce qui suppose de s'insérer dans les chaînes de valeur nationales, régionales et internationales⁶.

Le processus d'apprentissage par la pratique amorcé au Nigéria et en Ethiopie est positif pour l'industrie naissante dans ces deux pays car il permet d'augmenter la productivité du travail, indispensable pour obtenir à terme une industrie compétitive. Ces pays disposent en outre de marchés domestiques potentiellement importants, qui peuvent être des tracterurs décisifs pour le succès d'un processus graduel d'industrialisation⁷.

Pour réaliser le potentiel de transformation structurelle, les différentes « couleurs » de l'économie peuvent permettre d'enclencher un processus d'industrialisation, porté par le numérique, l'égalité des genres et la jeunesse.

- L'économie verte
- L'économie bleue (maritime)
- L'économie transparente (numérique)
- L'économie mauve (culture)⁸

Il y a une faiblesse structurelle des liens entre la production intellectuelle dans les universités, les centres de recherche africains et les éléments quotidiens de vie des populations. Je plaide résolument pour la multiplication de think tanks permettant de développer des solutions de

⁴ Page 125

⁵ Page 169

⁶ Ibid.

⁷ Page 173

⁸ Page 184

politiques publiques et activant la transformation des résultats de la recherche en technologies nourricières d'innovations⁹.

Ces analyses débouchent sur plusieurs questions clés, non encore résolues, qui peuvent se résumer ainsi et mériteraient des analyses approfondies :

- Quelle logique de développement de pourrait faire consensus autour d'un projet de société accepté par tous : Usines géantes intégrées verticalement (type « Tanger Med »), usines spécialisées (type usines textiles chinoises en Ethiopie), « clusters » d'usines flexibles de faible capacité, usines qui transforment et valorisent les matières premières disponibles localement, travail en réseau (en harmonie avec le travail informel actuel), impression 3D¹⁰ dans des domaines tels que la médecine, les industries de pointe et la mode,..) ?
- La réciprocité (don et contre-don), la redistribution (regroupement et redistribution des biens) et l'échange (cérémoniel symbolique ou marchand) sont-ils compatibles avec le développement d'économies transparentes et d'un secteur « non informel ».
- Comment « protéger » les marchés africains de la concurrence extérieure ?
- La filière agricole/agroalimentaire est-elle un vecteur potentiel essentiel de l'industrialisation ? Comment surmonter la contrainte de la ressource en eau à moyen-terme ?

⁹ Page 190

¹⁰ Page 193